

Monsieur le président,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil Social d'Administration,

Imposer trois jours de carence et une rémunération à 90 % pendant les congés de maladie est une attaque frontale contre les agents publics. Dans ce contexte, le bureau local UFAP UNSa Justice ne siègera pas au CSA-FS de ce 26 novembre !

Chers collègues, chers camarades, si vous pensiez que votre travail ne pouvait pas devenir plus difficile, détrompez-vous ! Nos dirigeants ont trouvé le moyen de rendre notre quotidien encore plus insupportable. Le démantèlement du statut des surveillants pénitentiaires est en marche, et il est temps de dire STOP à cette mascarade. Épuisement moral et physique : un nouveau standard pour notre administration, cette situation est intolérable ! Certains d'entre nous effectuent plus de 120 heures supplémentaires mensuelles, dépassant largement le quota trimestriel des 108 heures ! Et les astreintes ??? deux par mois. L'état vit à crédit sur le dos des personnels, le paiement des heures supplémentaires est plafonné à 108h au trimestre, en conséquence, les agents travaillent plus, sans percevoir l'entièreté du fruit de leur travail à la fin du mois !



Nos dirigeants semblent penser que l'épuisement moral et physique est une preuve de notre dévouement. Quelle ironie ! Alors que nous luttons chaque jour pour maintenir l'ordre et la sécurité, ils enfoncent le clou en bafouant nos droits et acquis sociaux. Bravo pour cette stratégie brillante !

Bafouement des droits sociaux : spécialité gouvernementale. Il est clair que nos droits sociaux ne sont qu'un détail pour ceux qui prennent les décisions. La seule réponse à notre épuisement ? Réduire encore plus nos protections et nos avantages. Quelle belle preuve de reconnaissance pour notre travail acharné !

Le bureau local **UFAP UNSa Justice** dénonce farouchement cette stratégie et cette politique gouvernementale. Nous ne resterons pas silencieux face à cette attaque contre notre statut et nos conditions de travail. Il est temps de se lever et de revendiquer ce qui nous revient de droit.

Unissons-nous pour défendre nos droits !

L'UFAP BOYCOTTE LE CSA FS, L'UFAP NE SERA NI TEMOIN NI COMPLICE DE L'ADMINISTRATION DANS CETTE DESCENTE AUX ENFERS SOCIALES DES PERSONNELS !